



RÉFORME DES RETRAITES : PAS DE PROMULGATION, PAS D'APPLICATION

Le gouvernement fait passer en force sa contre-réforme des retraites à l'Assemblée nationale et au Sénat. Au printemps 2010, il s'était livré à un simulacre de concertation avec les organisations syndicales. À l'automne, il a bafoué les droits démocratiques les plus élémentaires. En même temps, il méprise l'expression populaire qui s'est manifestée de façon croissante pour refuser sa contre-réforme, profondément injuste, dont le but est de restreindre les dépenses sociales et les dépenses publiques afin de satisfaire les exigences des marchés financiers. Il s'agit de faire payer la crise aux catégories modestes, tout en poursuivant l'entreprise de démolition du système par répartition pour faire la place à la capitalisation, aux assurances et à l'épargne privées.

Au fur et à mesure que les arguments du gouvernement, relayant à la lettre près ceux du Medef, étaient décortiqués et retournés, la question des retraites a progressivement catalysé autour d'elle le rejet des politiques économiques, sociales et antidémocratiques qui se soldent depuis tant d'années par plus de chômage, plus de précarité et d'inégalités, plus de cadeaux aux plus riches et des mesures répressives envers les étrangers ou les Français issus de l'immigration.

Le recul des deux âges de la retraite, l'allongement de la durée de cotisation, le refus de prendre en compte la pénibilité de certains travaux, la double peine infligée aux femmes et aux plus précaires, la casse de la médecine du travail, l'incitation à l'épargne retraite privée, la condamnation des jeunes à galérer toute la vie sont les marques emblématiques d'une contre-réforme imposée avec une détermination et un cynisme sans pareils. De plus, une nouvelle régression sociale est d'ores et déjà programmée par le gouvernement avec l'annonce d'une « réforme systémique » qui serait débattue en 2013.

L'entrée dans la lutte de la jeunesse apporte la preuve que l'ensemble de la société se sent concerné par la dégradation progressive de la protection sociale et de l'emploi. À cette occasion, le gouvernement et les médias qui lui sont acquis se sont livrés à une déformation systématique de l'information, tandis que se reproduisent des actes de provocation et de brutalité de la part des forces de police.

Devant l'obstination du gouvernement refusant d'entendre la voix de la rue, les mouvements de grève dans les entreprises privées et le secteur public, le mouvement social ont franchi une étape. En plus de grèves reconductibles dans certains secteurs, le blocage des dépôts de carburants et des raffineries, les actions ponctuelles dans certains lieux de production et sur des infrastructures de transport visent à faire céder le gouvernement en paralysant certains points névralgiques de l'économie. Là encore, le gouvernement ne sait répondre que par la force, et même, au mépris de la légalité, par des atteintes au droit de grève et des réquisitions que nous dénonçons avec force.

Le soutien majoritaire de la population au mouvement social témoigne de sa victoire sur le plan idéologique. L'approbation du projet gouvernemental par le Parlement ne marque pas la fin de la lutte contre cette contre-réforme.

Le Collectif national « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites », qui avait contribué au printemps à lancer la bataille des idées, affirme sa détermination à continuer à lutter contre la promulgation de la contre-réforme. Il apporte tout son soutien à l'installation d'une bataille de grande ampleur pour empêcher sa promulgation et son application.

Dans ce but :

- Il soutient les prochaines journées de mobilisation organisées par les organisations syndicales, en particulier le 6 novembre, et appelle tous les citoyens à soutenir les grèves, les actions multiformes organisées par les travailleurs localement et unitairement, dans les entreprises privées et le secteur public, et par les assemblées générales interprofessionnelles ;
- Il souligne l'importance du soutien financier pour permettre aux grévistes de tenir. Ce soutien a une dimension de réelle solidarité, pas simplement de délégation de contestation. Les initiatives pour l'organiser doivent se multiplier. Quelques adresses pour envoyer des chèques sont disponibles sur <http://petition.exigences-citoyennes-retraites.net/> ;
- Il appelle tous les collectifs locaux à prendre des initiatives pour continuer à informer la population et à exiger la non-application de la réforme. À cet égard, des actions qui mettent en convergence les citoyens et les syndicalistes, des initiatives de désobéissance civile, des actions en faveur de la gratuité pour les chômeurs et les précaires pourraient servir d'exemples montrant que l'accroissement des inégalités promis par la réforme n'est pas inéluctable ;
- Il engage tous les citoyens et les citoyennes à entreprendre l'élaboration de réponses communes prenant le contre-pied de la régression sociale contenue dans la contre-réforme gouvernementale. Le Collectif prendra sa place dans ce débat au travers d'un document faisant état de grands axes pour une juste réforme des retraites ;
- Il s'engage à poursuivre son travail d'information et de coordination des initiatives pour contribuer au renforcement de l'unité des associations, syndicats et partis politiques, à laquelle une fraction de plus en plus large de la population aspire pour mettre en échec un projet injuste et antidémocratique.

Le gouvernement a cru mener une guerre-éclair. La résistance a toujours fini par l'emporter. Nous menons une bataille dont l'enjeu embrasse toutes les générations. Les moins jeunes l'avaient senti d'emblée, les plus jeunes l'ont à leur tour compris. La solidarité intergénérationnelle est déjà là, dans les idées, dans la rue et dans la lutte.

**Pour la retraite à 60 ans, pleine et entière,
sans un an de plus, sans un euro de moins**

**TOUTES ET TOUS DANS LA RUE
DANS LES MANIFESTATIONS**

SAMEDI 6 NOVEMBRE

ATTAC, Fondation Copernic, Solidaires, FSU, UNEF, AC!, APEIS, Marches Européennes, Osons Le Féminisme, Femmes Égalité, CNDF, Résistance Sociale, Europe Écologie/Les Verts, MPEP, FASE, Gauche Unitaire, PCOF, Les Alternatifs, Parti de Gauche, PCF, NPA, Démocratie et Socialisme